

LA SUISSE EN EUROPE CINQ QUESTIONS CLÉS

Votre Appel fournit-il une réponse aux défis actuels de la Suisse en Europe? Est-ce qu'il ne se contente pas de vagues visions – l'Europe de la paix, l'Europe des valeurs partagées, l'Europe dans la mondialisation?

Certains signataires auraient probablement préféré que notre texte énonce une voie d'action plus précise : un bilatéralisme «rénové», avec ou sans cadre institutionnel, un réexamen de la formule de l'Espace économique européen, voire l'adhésion de la Suisse à l'Union. Si nous étions un parti politique ou un mouvement civique bien structuré, cette invitation à faire un choix aurait son sens. Mais le but de ce groupe est à la fois plus modeste et plus ambitieux : il appelle de ses vœux un débat ouvert et responsable. Le citoyen n'échappe pas au devoir de se former une opinion à la fois sur des principes ou objectifs et sur des questions plus concrètes qui relèvent de la politique courante ; on ne peut pas trancher sans références.

Concernant une tonalité clairement pro-européenne de cet appel : n'est-il pas vrai que l'Europe est en crise et avec elle, l'idée européenne ? Le moment est-il vraiment bien choisi de lancer un débat de fond?

Bonne question ! Il est vrai que l'Union Européenne rencontre des difficultés – ce n'est de loin pas la première fois ! – et qu'elle est confrontée à de redoutables défis, notamment en matière d'emploi et de croissance, d'une part, et en raison de la dette publique de certains de ses Etats membres, d'autre part. Mais justement, ce n'est pas dans le « chacun pour soi » ou le « détricotage » de l'œuvre et de l'effort communs que les peuples européens trouveront des solutions à leurs problèmes. Ceux qui formulent des avis critiques sur certaines politiques de l'Union arrivent régulièrement à la conclusion qu'il faut « plus – ou mieux – d'Europe » et très rarement « moins d'Europe ». C'est sur ce point que les forces néo-nationalistes, qui ont le vent en poupe dans plusieurs pays actuellement, se trompent. du travail n'avait aucune chance de passer: ils se trompaient !

Concernant l'immigration, est-ce que les rédacteurs de cet Appel ont une idée claire sur ce qu'il faudrait faire si l'on rejetait les quotas? La surpopulation est-elle ou n'est-elle pas un problème?

Il ne faut pas oublier que la libre circulation des personnes telle que la pratique l'Union Européenne concerne ses ressortissants, non pas ceux des pays tiers ou les réfugiés. Il s'agit de la liberté, pour un professionnel de l'Union, de rechercher et d'accepter un poste de travail effectivement offert sur le marché intérieur européen. L'Etat qui serait trop attrayant à cet égard est parfaitement libre de développer une politique nationale visant à freiner la croissance du nombre de spécialistes ou autres employés étrangers demandés par ses entreprises : il peut, par exemple, renoncer à des politiques d'incitation (privilèges fiscaux par exemple) attirant de nouvelles entreprises étrangères, développer une politique visant à adapter, sur le marché du travail, l'offre à la demande quant aux qualifications professionnelles, encourager le travail des femmes et des personnes en âge de retraite. Enfin, mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de logement et de transport. La croissance de la population peut être gérée ; suspendre la libre circulation ne résoudra ni les problèmes de logement, ni ceux des transports et encore moins ceux de la sécurité mais créera de graves problèmes pour nos entreprises en recherche de spécialistes que nous n'avons pas.

Les rédacteurs, forts de leur récolte de signatures, ont-ils l'ambition d'initier des actions politiques?

Tout d'abord, les rédacteurs n'ont pas d'ambitions politiques dans le sens de la politique partisane, ni individuellement, ni collectivement. Ils désirent en priorité contribuer à un débat national qu'ils jugent essentiel, dont la qualité doit être élevée, mais où d'autres voix, d'autres initiatives, peut-être plus profilées, auront également leur place. Il est aussi très important de respecter la diversité des signataires qui – on peut l'affirmer – représentent la société civile ; on ne peut pas, suite à cet Appel et à cette récolte, se lancer dans des actions ou des prises de position qui n'exprimeraient l'opinion que d'une petite minorité des signataires, voire de quelques rédacteurs seulement.

Un dernier mot sur l'option d'une adhésion de la Suisse à l'Union Européenne, dont on peut penser qu'elle a peut-être la préférence personnelle de certains signataires: est-ce encore une option réaliste?

L'objectif de notre Appel n'est pas de militer pour une adhésion mais de lutter contre la tentation du repli sur soi et du rejet de ce qui a déjà été construit. Nous souhaitons que le débat sur nos relations avec l'Union Européenne soit rationnel, conforme à nos idéaux et nos intérêts. La Suisse a une tradition séculaire d'ouverture sur le monde, de participation active à l'élaboration des normes du droit international et de collaboration étroite avec ses voisins européens. Elle en a beaucoup profité ; y renoncer serait une erreur historique majeure. La question d'une adhésion à l'EU pourra peut-être se poser un jour ; mais elle n'est pas dans les cartes aujourd'hui. Le Peuple Suisse n'en voudrait pas ; mais il ne doit pas, pour autant, se replier sur lui-même.